

re face au cours des prochaines années. Nous devons nous attaquer à ce problème.

Nous devons nous poser un certain nombre de questions. Comment contrôler les coûts tout en maintenant un système de soins de santé de qualité? Comment nous assurer que nous tirons le maximum des dépenses que nous faisons au titre des soins de santé? Nous devons nous poser des questions comme celles-ci: avons-nous besoin de toutes les techniques qui existent? Lorsqu'une nouvelle technologie est mise au point, devons-nous nécessairement faire l'acquisition de l'équipement nécessaire et l'installer dans tous les hôpitaux? Les gens doivent-ils toujours se rendre à l'hôpital alors qu'une simple visite chez le médecin suffirait peut-être? Les gens doivent-ils aller chez le médecin aussi souvent qu'ils le font?

Les provinces devront répondre à ce genre de questions en ce qui concerne l'accès au système de soins de santé. L'important, c'est que nous ayons un système qui puisse répondre à tous les besoins de tous les Canadiens en matière de soins de santé. Toutefois, nous devons aussi nous assurer en même temps que ces ressources précieuses sont utilisées au profit de ceux qui en ont besoin, et non pour divertir les gens qui s'ennuient.

Nous devons aussi nous poser d'autres questions. Mettons-nous suffisamment l'accent sur la prévention? Quel est le niveau de qualité de l'éducation sanitaire au Canada? Certes il y a eu des améliorations dans le domaine de l'éducation sanitaire dans les écoles ces dernières années, mais quelle est l'attitude des élèves à l'égard de l'éducation sanitaire?

J'ai un fils à l'école secondaire. Je sais quelle attitude lui et beaucoup de ses amis ont à cet égard. Ils n'y voient pas la priorité qu'ils devraient y voir en tant que matière scolaire qui est tout aussi importante, sinon plus importante, pour eux personnellement que les maths, la lecture, les sciences sociales et certaines autres disciplines.

Il faut évaluer la qualité de l'enseignement de l'hygiène et prévoir des mesures de prévention, car le système de soins de santé le plus économique est encore celui dans lequel les gens apprennent à préserver leur santé et à éviter de contracter des maladies.

Il faut se demander s'il est bon de placer les gens dans des établissements de santé. Cela constitue une solution

Les crédits

simple, mais est-ce la meilleure? Peut-être pas, non seulement du point de vue du système et au plan des coûts, mais du point de vue de la personne elle-même.

Cela nous amène bien sûr à sortir de la simple question des soins de santé pour aborder celle des soins aux personnes âgées. Notre société réagit-elle comme il convient au fait qu'elle vieillit, que la proportion de ses membres âgés croît sans cesse? Allons-nous pouvoir assumer les implications financières de ce phénomène?

Devrions-nous pousser simplement les gens à aller vivre en centre d'accueil ou devrions-nous chercher davantage à leur permettre de rester indépendants, chez eux? Il me semble que nous devrions nous poser ces questions.

Notre système, au Canada, est sans aucun doute bon comparativement à d'autres. Par exemple, le coût des soins de santé équivaut à 8,9 p. 100 du PNB au Canada, alors qu'il représente 11,6 p. 100 du PNB aux États-Unis, où 30 millions de personnes n'ont malgré tout pas accès à de bons soins de santé.

Une voix: Quarante millions.

M. McCreath: Un collègue dit qu'elles sont 40 millions. Va pour 40 millions. Le fait est que notre système est considérablement meilleur et nous le savons tous et nous voulons en préserver la qualité.

Ce sont les gouvernements provinciaux qui doivent initier les réformes. Ils doivent répondre à nombre de ces questions, car ce sont eux qui s'occupent de la prestation des services. C'est bien beau pour eux de demander simplement au gouvernement fédéral de leur donner de l'argent, mais soyons francs: le gouvernement fédéral n'a même pas l'assurance que cet argent sert à financer les soins de santé.

Reconnaissons en outre que les gouvernements provinciaux sont aussi capables que le gouvernement fédéral d'amasser des recettes et de lever des impôts. J'ignore ce que mes vis-à-vis en pensent, mais c'est là une réalité.

Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer, lorsqu'il s'agit d'apporter un appui financier. Il est également en mesure d'encourager fortement la collaboration entre les provinces, et c'est ce qu'il fait. Ainsi, tous les six mois, il y a une rencontre fédérale-provinciale des ministres, hauts fonctionnaires et autres intéressés. Il existe tout un éventail de comités consultatifs et les responsables essaient de